



CONSELL GENERAL
PRINCIPAT D'ANDORRA

Visite de S.E. Emmanuel Macron, Coprince d'Andorre

Septembre 2019

Votre excellence monsieur le Coprince,

Très illustre monsieur le *Cap de Govern*,

Madame la *Subsídica*,

Messieurs les *Consellers* et *Conselleres Generals*

Messieurs les ministres,

Messieurs les représentants des Coprinces,

Honorables *Còsols*,

Monsieur le président du Conseil supérieur de la Justice,

Monsieur le président du Tribunal Constitutionnel,

Mesdames et messieurs,

C'est pour moi un honneur de vous souhaiter, au nom du *Consell General*, la bienvenue à la Casa de la Vall, la maison de tous les andorrans. Et non seulement parce que cette salle réservée aux actes les plus solennels et traditionnels est, aujourd'hui encore, l'un des deux sièges de l'institution

parlementaire, mais aussi parce qu'il s'agit d'un lieu aimé et respecté de tous – petits, jeunes et grands, Andorrans de plusieurs générations et nouveaux Andorrans –, une partie de notre âme comme peuple, un symbole de l'Andorre que nous avons été et de l'Andorre que nous voulons être.

Car l'Andorre s'enracine dans son histoire, fière d'avoir hérité une longue tradition d'efforts et de persévérance et, en même temps, regarde avec espoir vers l'avenir en partageant les grands défis qui touchent l'ensemble de l'humanité. En cette année 2019, nous célébrons le 600^e anniversaire de la reconnaissance du *Consell de la Terra* (Conseil de la Terre) par les deux seigneurs de l'Andorre, en ce temps-là l'évêque d'Urgell et le comte de Foix lesquels, grâce aux privilèges respectifs, lui accordèrent son caractère représentatif et périodique. Cet organe médiéval est le prédécesseur direct et ininterrompu du *Consell General*, et nous pouvons donc affirmer que le nôtre est l'un des plus anciens parlements au monde.

Aujourd'hui, je souhaiterais, Excellence, revendiquer les valeurs du parlementarisme, qui vont bien au-delà de l'exercice du pouvoir législatif. Parlementer c'est dialoguer, manifester des opinions et des points de vue pour parvenir à des accords en faveur du bien commun et de l'intérêt général. En catalan nous utilisons un mot très joli, « enraonar », que d'autres langues traduisent par « parler » mais qui chez nous incorpore la nuance de chercher la raison, à partir de la parole, et surtout de l'écoute. À une époque où le discrédit est jeté sur la politique, c'est à nous, hommes et femmes politiques et tout spécialement aux parlementaires, que revient la responsabilité de revendiquer ces valeurs, actuellement indissociables de toute société qui veuille se considérer pleinement démocratique.

Connaître et reconnaître notre propre histoire, en plus de constituer l'un de nos signes d'identité, a une valeur exemplaire. Ainsi, nous assumons les défis du présent tout en sachant que nous avons été capables, au long des siècles, de

rester unis comme peuple, de vaincre les difficultés et de prétendre aux plus hauts desseins.

Aujourd'hui, le principal défi qui se pose à l'Andorre est celui de son intégration, aussi bien dans son entourage le plus proche, c'est-à-dire l'européen, que vis-à-vis du reste du monde, en acceptant que, bien qu'étant un pays petit, nous partageons notre dose de responsabilité dans ces affaires qui sont globales, telles la lutte contre le changement climatique ou les grandes migrations fruit des inégalités et des conflits actuellement ouverts en divers endroits de la Planète. L'Andorre, par exemple, ne saurait rester étrangère à la souffrance que l'on peut voir en mer Méditerranée ; c'est pourquoi, dans la mesure de nos possibilités, nous avons nous aussi ouvert nos portes à des personnes réfugiées qui sont à la recherche d'une opportunité et qui ont droit à une vie plus digne.

Aux yeux du monde, notre dimension peut sembler très réduite. Pourtant, au cours des derniers cent ans, l'Andorre a connu une énorme croissance aussi bien économique que démographique. Des personnes qui avaient leurs racines ici au cœur des Pyrénées, mais aussi des personnes venues d'ailleurs, ont contribué, grâce à leur travail et avec de grands efforts, à faire de l'Andorre le pays prospère que nous connaissons tous. Nous avons toujours été une terre d'accueil et nous voulons continuer à l'être, dans la mesure de nos possibilités qui sont celles qui nous permettent de garantir un niveau de bien-être approprié à tous les citoyens, les nouveaux arrivés aussi, et de maintenir la cohésion sociale à laquelle nous tenons tant.

En ce qui concerne la relation avec l'Union européenne, vous n'êtes pas sans savoir que l'Andorre, avec Monaco et Saint Marin, a entamé des négociations en vue d'atteindre un accord d'association qui, tout en préservant certaines spécificités des petits États européens, nous permettrait de participer au marché intérieur sur un pied d'égalité avec les autres pays-membres. Cela fait

des années que l'Andorre veut cesser d'être une exception au cœur de l'Europe. L'Andorre, en effet, a entrepris le chemin de la coopération et de la transparence, un chemin qui n'a pas été sans difficultés. Le processus de transformation est lent, alors que le monde progresse très rapidement. C'est pourquoi, depuis cette Chambre, nous tenons à vous remercier du soutien que vous nous offrez comme Coprince.

Excellence,

Les changements que vit l'Andorre sont profonds et n'affectent pas seulement le modèle économique, mais aussi, et tout spécialement, la société. Du point de vue environnemental, nous devons nous poser d'autres questions au-delà du changement climatique, comme par exemple le sens de la durabilité dans un territoire comme le nôtre, relativement petit et montagnard. Ici, nous devons garder clairement à l'esprit les perspectives globale et locale si, en plus de contribuer aux luttes à l'échelle mondiale, nous voulons préserver ce trésor naturel dont nous avons la chance de profiter.

D'autres transformations sociales émergent aujourd'hui, mais qui en réalité viennent de loin : si j'ai l'honneur d'être la première femme *Síndica General* c'est parce qu'il y a plus de cinquante ans, un groupe de femmes courageuses osa briser le statu quo et revendiquer le droit de vote et le droit à être élues. Le droit de vote fut le premier, le deuxième vint un peu plus tard et, finalement, en 2011 fut élu, sans qu'il n'y ait encore de loi sur la parité, le premier *Consell General* paritaire ; ce que nous avons réédité en 2019.

Mais nous ne voulons pas en rester là. Tous les jours, la société nous réclame de contrôler davantage l'activité politique et, depuis les institutions, nous devons offrir les instruments pour que le peuple participe à la gestion de la chose publique. C'est pourquoi nous misons résolument sur l'élargissement des mécanismes de participation et sur une amélioration des canaux de

communication avec la population. De nos jours, la participation directe et continue est un pilier de plus de la démocratie.

Excellence, mesdames et messieurs,

Je voudrais terminer ces quelques mots en vous remerciant très sincèrement de votre visite en Andorre. Nous espérons que connaître le pays de première main vous permettra de saisir l'estime que les Andorrans ont pour leurs institutions, parmi lesquelles la Coprincipauté occupe une place de choix. Les Paréages –un genre d'accord relativement fréquent au Moyen Âge– instaurèrent ici un système qui, selon la logique du temps, a évolué pour devenir une forme d'État constitutionnel et pleinement démocratique. Tout au long de l'histoire, la Coprincipauté a été un élément clé dans le maintien de la souveraineté et de notre identité.

Vous êtes donc dépositaire d'une institution plus de sept fois centenaire et, en même temps, une institution moderne qui nous confère, à la fois, la stabilité et la nécessaire sécurité pour affronter, avec des garanties de succès, les défis qui se posent à nous et que je vous ai brièvement esquissés. Je souhaite donc que vous emportiez de votre séjour en Principauté un bon souvenir et que vous continuiez à garder à l'esprit l'Andorre, autant que l'Andorre garde ses Coprinces à l'esprit.

Je vous remercie.